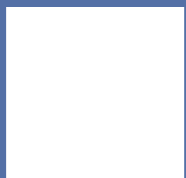


RAPPORT ANNUEL

2022



JUIN 2023



JUIN 2023

EuroMed Droits
Vestergade 16, 2e étage
DK-1456 Copenhague K
Danemark

Tel: +45 32 64 17 00
information@euromedrights.net
www.euromedrights.org

Information Bibliographique

Titre: EuroMed Droits Rapport Annuel 2022
Auteur: EuroMed Droits
Date de la 1^{ère} Publication: Juin 2023
Pages: 36
ISBN: EAN 9788792990983
Langue Originale: Anglais

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS PAR LE PRÉSIDENT ET LE DIRECTEUR EXÉCUTIF	4
À PROPOS D'EUROMED DROITS	6
LE 25ÈME ANNIVERSAIRE DU RESEAU	8
LA NOUVELLE IDENTITÉ VISUELLE	10
BUTS POLITIQUES	12
BUTS ORGANISATIONNELS	26
LISTE DES MEMBRES	30
COMITE EXÉCUTIF	31
PANORAMA FINANCIER	33
LISTE DES DONATEURS	34

VOIR LA LUEUR AU-DELÀ DES NUAGES

EuroMed Droits a 25 ans !

Depuis la création du réseau en 1997, après l'adoption de la déclaration de Barcelone, nous nous sommes battus pour les droits humains pour tou·tes dans la région euro-méditerranéenne. Aujourd'hui, nous sommes fier·es de compter 68 des plus importantes organisations de défense des droits humains en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord parmi les membres réguliers du réseau et une centaine d'autres organisations parmi nos partenaires étroitement associés. Ensemble, nous insistons sur la création d'un espace euro-méditerranéen caractérisé par le respect des droits humains, de l'État de droit et de la société civile, et construit dans le respect de la diversité, de l'égalité et de la durabilité. L'évolution de la dynamique géopolitique dans la région constitue toutefois un défi.

Dans le sud de la région euro-méditerranéenne, les espoirs suscités par le printemps arabe de 2011 ont été pratiquement anéantis par la répression orchestrée par l'État, l'intimidation et le harcèlement des défenseur·es des droits humains et des militant·es pro-démocratie. En Algérie, en Égypte et en Turquie, les défenseur·es des droits humains sont réduits au silence par des gouvernements autocratiques. Les Palestinien·nes font l'objet d'une discrimination permanente et illégale de la part des autorités israéliennes - un processus qui n'a fait que s'intensifier à la suite de l'élection d'un gouvernement israélien favorable à l'annexion en 2023. En Syrie, la réintégration de Bachar el-Assad au sein de la Ligue arabe a envoyé un signal sinistre aux défenseur·es des droits humains et aux militant·es de la démocratie du monde entier : l'élite politique peut échapper à l'obligation de rendre des comptes, même pour les crimes les plus odieux. Et en Tunisie, le président Kaïs Saïed qui s'est arrogé les pleins pouvoirs sans avoir recours à la violence en juillet 2021 a porté atteinte aux institutions démocratiques constituées après le soulèvement de 2011 et préparé un conflit interne en diffusant des déclarations populistes racistes et xénophobes.

Dans toute la région, le féminicide et la violence à l'égard des femmes sont encore très répandus et les communautés LGBTQI+ sont privées de leurs droits les plus fondamentaux. Les personnes migrantes et réfugiées continuent également d'être des pions dans le jeu géopolitique des puissances régionales, du Maroc à la Turquie, la Libye et le Liban étant des



acteurs de plus en plus actifs. La diminution des perspectives d'un avenir stable et prospère pour les habitant·es de nombreux pays du sud de la région euro-méditerranéenne - y compris l'Égypte, en proie à des difficultés financières - combinée à l'inflation continue, à la hausse du chômage et aux effets naissants du changement climatique, risque de pousser les gens à continuer à risquer leur vie dans des tentatives périlleuses de traverser la Méditerranée.

Sur la rive nord, l'engagement en faveur de la promotion et de la préservation des droits humains et de la démocratie dans la région euro-méditerranéenne est également remis en question. La guerre illégale menée par la Russie en Ukraine a aggravé les pénuries alimentaires et déplacé des millions de personnes. Dans les capitales européennes et « occidentales », elle a en outre attiré l'attention des responsables de la politique étrangère et de sécurité sur les voisins orientaux de l'Europe. Cette situation risque à terme de rendre l'élaboration des politiques dans la région du voisinage méridional de plus en plus pragmatique et étroitement ciblée. En tant que réseau défendant les principes de la Déclaration de Barcelone, nous devons être prêts à faire entendre notre voix de manière encore plus insistante pour faire pression sur ces gouvernements afin que leurs politiques étrangères soient basées sur une approche fondée sur les droits humains.

L'Europe connaît également une longue et très inquiétante montée de l'extrémisme de droite. Récemment, des néo-fascistes ont pris le pouvoir en Italie, tandis que de solides majorités d'extrême droite influencent la prise de décision dans des pays comme l'Autriche, la France et la Hongrie. Cette tendance a également des répercussions sur les partis et mouvements conservateurs en Europe, qui se tournent de plus en plus vers la droite pour des raisons tactiques ou idéologiques. Cette tendance a renforcé la gestion des frontières extérieures de l'Europe et ouvert la voie à l'utilisation croissante, par les États, de pratiques illégales et inhumaines telles que les refoulements et la criminalisation des efforts de sauvetage en mer. Au sein d'EuroMed Droits, nous poursuivrons nos efforts pour mieux informer et influencer les décideurs sur le caractère illégal et les conséquences directes de ces pratiques. Nous pensons que les politiques centrées sur les droits humains sont le seul moyen d'apporter un changement durable et à long terme.

Nos efforts en 2022 témoignent de ces engagements. Suite à l'adoption, en octobre 2021, de notre nouvelle stratégie, « Améliorer et progresser », nos programmes ont renforcé leur collaboration interne dans le but d'accroître notre impact et notre visibilité. Notre campagne en faveur des droits des travailleuses migrantes dans le sud de l'Espagne en est un bon exemple. Elle a montré qu'une approche intersectionnelle des politiques sociales, migratoires et de genre peut être couronnée de succès lorsqu'elle est menée en collaboration avec nos membres sur le terrain.

Afin de renforcer nos membres, nous avons également pris des mesures en 2022 pour approfondir nos relations avec les membres réguliers du réseau et pour rechercher des opportunités de consolider notre collaboration avec des partenaires et des membres associés. EuroMed Droits s'engage également à protéger notre environnement. Dans un premier temps, le réseau a lancé un « audit de l'empreinte carbone » englobant toutes ses activités en 2022. Les résultats sont attendus en 2023 et seront présentés avec des suggestions sur la manière dont le réseau peut réduire son empreinte carbone organisationnelle. L'implication de jeunes militant·es a été un autre axe important de notre travail en 2022. En intégrant les jeunes dans nos activités et dans notre organisation de manière plus générale, nous visons avant tout à contrer les structures et les normes du patriarcat. Ensuite, nous voulons nous assurer que les prochaines générations de militant·es bénéficieront de l'expérience acquise par le Réseau et ses membres au cours des 25 dernières années.

Admettre que les perspectives géopolitiques sont difficiles n'équivaut en aucun cas à une défaite. Au contraire : alors que nous laissons 2022 derrière nous, nous sommes encore plus déterminé·es à faire en sorte qu'EuroMed Droits reste un acteur majeur de la protection et de la promotion des droits humains et de la démocratie dans la région euro-méditerranéenne dans les années à venir. Compter sur l'intelligence, la persévérance et l'innovation dont font preuve nos membres, notre personnel et nos partenaires dans toute la région est rassurant et inspirant. Au cours des 25 dernières années, nous nous sommes battus pour une meilleure organisation de la société. Et nous restons déterminé·es à continuer à le faire au cours des 25 prochaines années.

WADIH EL ASMAR
Président

RASMUS ALENIUS BOSERUP
Directeur Exécutif

À PROPOS D'EUROMED DROITS

EuroMed Droits compte parmi les réseaux d'organisations de défense des droits humains les plus importants et les plus actifs de la région euro-méditerranéenne.

Créé en 1997, ce réseau rassemble aujourd'hui 68 organisations issues de 30 pays. EuroMed Droits s'est donné pour mission de promouvoir et protéger les droits humains et la démocratie dans les régions de la Méditerranée méridionale et orientale, et d'influencer les politiques des principaux acteurs européens à l'égard de ces régions.

SA VISION ET SA MISSION

La vision d'EuroMed Droits est celle de la démocratie et des droits humains pour toutes et tous dans la région euro-méditerranéenne.

Sa mission est de renforcer la collaboration entre les organisations des droits humains du sud, de l'est et du nord de la Méditerranée et d'accroître leur influence dans leur pays et à l'étranger. À cette fin, EuroMed Droits facilite l'élaboration de stratégies et de plans d'action conjoints entre ses membres et relaie leurs analyses et positions communes auprès des décideurs et de l'opinion publique.

Dans sa stratégie pour la période 2022-2027, EuroMed Droits a déterminé cinq buts politiques essentiels, en marge de ses activités habituelles relatives aux pays du sud et de l'est de la Méditerranée:

- le renforcement des droits des migrant·e·s et des demandeur·euse·s d'asile ;
- la progression de l'égalité des genres ;
- davantage de redevabilité, de justice et d'espace pour la société civile ;
- le renforcement de la démocratie et des libertés fondamentales ;
- l'amélioration des droits économiques, sociaux et culturels.

EuroMed Droits s'efforce dans le même temps d'atteindre cinq buts organisationnels :

- la dynamisation du socle des membres ;
- davantage de visibilité et d'impact ;

- la réduction de l'empreinte carbone ;
- l'amélioration de sa viabilité et sa diversification financières ;
- l'amélioration du processus d'apprentissage interne.

SES MÉTHODES DE TRAVAIL

EuroMed Droits travaille par l'intermédiaire de ses membres, pour eux et en collaboration avec ceux-ci. Le réseau s'engage aussi aux côtés de centaines d'autres organisations de la société civile et d'institutions publiques nationales et internationales opérant dans le domaine des droits humains. EuroMed Droits remplit sa mission en combinant les principales méthodes de travail détaillées ci-dessous.

• ANALYSE ET SUIVI :

EuroMed Droits surveille l'évolution de la situation des droits humains et de la démocratie dans la région euro-méditerranéenne au moyen d'études documentaires, de missions sur le terrain et d'autres formes de collecte de données. Il obtient et produit également des analyses factuelles des grandes tendances et des principaux phénomènes pertinents pour son travail. Le réseau utilise les résultats du suivi et de l'analyse pour renforcer les capacités et la compréhension de ses membres sur des questions et des processus spécifiques. Il s'en sert aussi comme contribution et toile de fond pour son positionnement politique et dans la planification de son programme et de ses activités de plaidoyer et de communication.

• COLLABORATION ET CO-CRÉATION :

EuroMed Droits facilite la collaboration et la co-création entre ses membres et ses parties prenantes. Dans ses processus de co-création, le réseau dépasse souvent le cadre du secteur de la société civile pour engager et mobiliser des acteurs et institutions étatiques nationaux et internationaux. La plupart des activités d'EuroMed Droits sont mises en œuvre par l'organisation d'un grand nombre de groupes de travail, dans lesquels les membres du réseau se réunissent avec leurs pairs et d'autres parties prenantes pour échanger des idées, suivre des formations, élaborer des plans d'action communs et prendre des décisions conjointes.

• PLAIDOYER ET COMMUNICATION :

EuroMed Droits influence et atteint des décideurs, des responsables politiques et le grand public grâce à son travail de plaidoyer et de communication. Pour ce faire, le réseau travaille en étroite collaboration avec ses membres et ses partenaires. Les actions de plaidoyer menées visent des organismes internationaux tels que l'UE, ainsi que des gouvernements régionaux et nationaux, notamment les États membres de l'UE et les gouvernements des pays du sud et de l'est de la Méditerranée.

• TRANSVERSALITÉ :

EuroMed Droits déploie une approche transversale pour traiter des questions et préoccupations qui concernent l'organisation dans son ensemble. Le réseau procède systématiquement à l'intégration de la dimension genre dans tous les aspects de son travail et veille à ce que la liberté d'expression, la liberté d'association, le droit de se réunir et de circuler pacifiquement, l'accès aux décideurs et le financement de la société civile soient pris en considération dans chacun de ses programmes.

LE 25ÈME ANNIVERSAIRE DU RÉSEAU

L'année 2022 a marqué le 25ème anniversaire d'EuroMed Droits ! Depuis sa création en 1997, deux ans après l'adoption de la déclaration de Barcelone, EuroMed Droits est devenu un acteur incontournable et des plus actifs dans la région euro-méditerranéenne en matière de protection des droits humains et de promotion de la démocratie. En 25 ans, sa composition s'est élargie et sa structure a été consolidée. Aujourd'hui, le réseau représente 68 organisations actives dans 30 pays et possède également des bureaux à Copenhague (siège), à Bruxelles et en Tunisie, avec une présence au Maroc.

Animé par une vision claire et précise, celle de promouvoir les droits humains et la démocratie pour toutes les personnes de la région euro-méditerranéenne, EuroMed Droits mène à bien sa mission qui consiste à renforcer la collaboration des organisations de défense des droits humains du sud, de l'est et du nord de la Méditerranée et à accroître leur sphère d'influence aussi bien au niveau national qu'à l'étranger.

Aujourd'hui, l'organisation reste fidèle aux principes universels des droits humains et croit en la valeur de la coopération et du dialogue par-delà les frontières et en leur sein. Ainsi, EuroMed Droits accomplit sa mission par la création de réseaux et le développement d'échanges entre ses membres et partenaires, le renforcement des capacités pour améliorer leurs compétences, le suivi et la documentation des violations et des atteintes aux droits humains, et l'organisation d'activités de plaidoyer et de communication. En cours de route, l'évaluation du travail accompli par le réseau a montré qu'EuroMed Droits parvenait à conserver toute son efficacité dans un contexte géopolitique particulièrement instable, ainsi qu'au regard des besoins des acteurs de la société civile dans le domaine.

À l'occasion de son 25ème anniversaire, EuroMed Droits a réuni des membres et des partenaires importants afin de mener une réflexion sur la situation des droits humains et sur la façon dont la société civile peut agir pour assurer la mise en place de mesures de responsabilité et de réformes à l'avenir. Un rapport a servi de point de départ à ces discussions qui ont essentiellement porté sur les perspectives et les défis pour la promotion des droits humains dans la région (notamment la protection des droits humains à l'ère du numérique, les actions pour atteindre l'égalité des genres dans un contexte d'inégalité, la promotion du principe de responsabilité et la traduction des coupables en justice, ainsi que le renforcement du cadre en matière de protection des droits humains). Un groupe de discussion a traité du rajeunissement du mouvement des droits humains dans la région et de la mobilisation de la jeunesse.

Étant donné que les pays de cette région du monde ont de plus en plus de défis à relever, il est plus que jamais nécessaire de collaborer au niveau international pour promouvoir et protéger les droits humains et la démocratie. Certaines perspectives sont toutefois encourageantes : de nouveaux mouvements et organisations énergiques ne cessent d'émerger et de réinventer la lutte en faveur des droits humains, et des alliés puissants continuent de se battre pour la promotion internationale de la démocratie libérale et des droits humains dans des États et des institutions multilatérales parmi les plus puissants du monde. Ces mouvements qui émergent représentent une troisième génération d'activistes dans le domaine des droits humains, qui offre de nouvelles possibilités pour EuroMed Droits de se renouveler.



DROITS EUROMED RIGHTS

LA NOUVELLE IDENTITÉ VISUELLE

L'un des volets essentiels de la stratégie du réseau pour la période 2022-2027 est d'accroître la visibilité d'EuroMed Droits. Après 25 ans d'existence, le réseau devait s'adapter aux nouveaux défis rencontrés dans le domaine des droits humains ainsi qu'à de nouveaux publics et à de nouvelles cibles de plaidoyer. Pour y parvenir, il fallait restructurer la stratégie et les outils de communication du réseau et modifier son identité visuelle à l'aide d'un logo tout neuf, d'un site web entièrement repensé (achevé début 2023) et d'un nouveau guide de style pour son image de marque.

Le nouveau logo symbolise l'identité géographique du réseau en mettant l'accent sur le bleu de la Méditerranée qui incarne cet espace commun qui unit les deux rives. Le fil rouge de cette nouvelle identité, que l'on retrouve tout au long du nouveau guide de style, rappelle que la force du réseau réside dans la variété de ses membres. Enfin, la diversité et le plurilinguisme d'EuroMed Droits se révèlent de manière évidente grâce au mot « Droits » qui apparaît dans les trois langues de travail du réseau.

Le remaniement du site web a constitué un volet essentiel de ce travail de visibilité, tant au niveau de l'image de marque que du point de vue technique. Véritable regard sur le positionnement politique de l'organisation, le site web permet à EuroMed Droits d'ancrer son contenu et de le diffuser à un public varié. D'un point de vue technique, la refonte du site permettra de gérer des formats de publication plus souples et d'effectuer un travail transversal entre tous les buts politiques du réseau.

Certes moins visible, le travail réalisé au niveau de la base de données des points de contact d'EuroMed Droits s'est révélé tout aussi essentiel. Créée en 2012, cette base de données nécessitait une mise à jour approfondie. Grâce à ce nouvel outil, dont le lancement est prévu début 2023, EuroMed Droits pourra s'adapter aux dernières exigences du RGPD et améliorer la diffusion de ses positions et de ses recommandations auprès de ses cibles de plaidoyer.

Ce travail technique, réalisé en coulisse, permettra en temps utile à EuroMed Droits de se tailler une place parmi les principaux réseaux régionaux de défense des droits humains dans la région euro-méditerranéenne.



INTRODUCTION

Les résultats d'EuroMed Droits sont à mettre en relation avec le contexte dans lequel l'organisation travaille. La réussite du réseau dépend de sa capacité à rassembler des organisations de la société civile pour renforcer leurs compétences de plaidoyer et leur permettre d'obtenir des changements positifs en faveur d'un plus grand respect des droits humains, de l'état de droit et de la protection des défenseurs et défenseuses des droits humains.

Si les répercussions de la pandémie de COVID 19 se font toujours sentir, la guerre que la Russie a déclenchée contre l'Ukraine et les crises alimentaires et énergétiques qui ont suivi ont non seulement eu une incidence sur la région euro-méditerranéenne, mais aussi directement sur les activités d'EuroMed Droits en matière de droits humains. Dans le monde entier, des fonds ont été réaffectés afin de répondre à cette crise au détriment du travail effectué pour soutenir les défenseurs et défenseuses des droits humains et défendre les droits humains dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (région MENA). En outre, la différence de traitement opérée en Europe entre les personnes réfugiées provenant de la région MENA et celles venues d'Ukraine n'est pas passée inaperçue dans la région.

Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, il convient particulièrement de noter la régression du processus démocratique que l'on constate en Tunisie depuis juillet 2021 ; tous les pouvoirs sont concentrés entre les mains du président Kaïs Saïed et moins de 10 % de la population ont participé aux élections. Cette régression s'est soldée par la révocation de plusieurs juges, l'organisation de campagnes de diffamation contre des adversaires politiques et l'imposition d'interdictions de voyager à des critiques et activistes très en vue dans le domaine des droits humains. En Égypte, le gouvernement du président al Sissi poursuit sa politique qui consiste à réduire au silence – d'autres diraient même à éliminer – le mouvement de défense des droits humains. L'Algérie continue quant à elle de réprimer les activistes du mouvement Hirak, et les personnes qui défendent les droits humains se retrouvent isolées et sous pression. La situation et le traitement de la population migrante s'aggravent fondamentalement en Libye et les droits des femmes sont la cible d'attaques, que ce soit sous la forme de violence fondée sur le genre ou celle de renforcement des stéréotypes de genre. Clairement, les violations généralisées des droits humains sont donc plus la norme que l'exception dans la presque totalité des pays de la région MENA.

Dans ce contexte, EuroMed Droits estime qu'il importe plus que jamais de continuer à soutenir les personnes qui défendent les droits humains pour leur permettre de suivre l'évolution de la situation et de mener des actions de sensibilisation à cet égard. Les résultats énumérés ci-après figurent parmi les principales réalisations politiques du réseau pour l'année 2022.

BUTS POLITIQUES

BUT POLITIQUE 1 : LE RENFORCEMENT DES DROITS DES MIGRANT·E·S ET DES DEMANDEUR·EUSE·S D'ASILE

Le programme sur la migration et l'asile s'efforce essentiellement de faciliter la mise en réseau et la co création avec les membres pour obtenir des résultats efficaces qui permettent d'améliorer la situation sur le terrain.

En juillet 2022, par exemple, 40 organisations de la société civile du Maroc, d'Algérie et de Tunisie, ainsi que plusieurs familles de personnes migrantes disparues, ont rejoint les membres du groupe de travail Migration et Asile d'EuroMed Droits. Aux côtés de porte-parole des autorités nationales, les membres du groupe de travail ont formulé des recommandations visant à mettre en place des protocoles d'identification des corps retrouvés en mer et sur le rivage. Les familles seront ainsi informées de ce qui est arrivé à leurs proches qui ont disparu en tentant de traverser la mer Méditerranée.

Le groupe de travail Migration et Asile a également mis sur pied une équipe de travail chargée d'assurer le suivi des migrations afin de pouvoir réagir rapidement en cas de catastrophe migratoire. Après le drame des bousculades qui s'est produit le 24 juin à la frontière entre Nador et l'enclave de Melilla, l'équipe de travail a vite réagi en publiant un communiqué de presse en quatre langues pour demander une intervention d'urgence rapide. L'équipe de travail a également coordonné l'organisation de deux sit-in (occupation des lieux) à Rabat et à Madrid le 1er juillet afin de dénoncer cet événement tragique.



La co-création est importante dans le domaine de la migration et de l'asile, comme le montre la déclaration conjointe d'EuroMed Droits et de 40 organisations de la société civile sur les personnes migrantes disparues et décédées aux frontières de l'UE, publiée le 30 novembre. Le fait que cette déclaration initiée par EuroMed Droits ait recueilli la signature d'un nombre élevé d'organisations d'Europe et du Maghreb, ainsi que de journalistes, de communautés de personnes migrantes et de jeunes, montre qu'EuroMed Droits est capable de rassembler toute une série de parties prenantes pour agir sur un sujet particulier.

Ce type de mobilisation peut susciter de véritables changements de politique. En témoigne l'adoption, le 23 novembre, à une large majorité du Parlement européen, d'une recommandation au Conseil, à la Commission et au haut-représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité concernant la situation en Libye. Cette recommandation fait explicitement état des violations commises contre les personnes migrantes, les personnes demandeuses d'asile, les personnes réfugiées et les femmes et évoque la nécessité pour l'Union européenne d'assumer une plus grande responsabilité afin de remédier à la situation. Dans ce processus, EuroMed Droits, ses membres et ses partenaires ont été en contact permanent avec le rapporteur de la recommandation et ont fourni le contenu de plusieurs amendements qui figurent dans le texte final.

Sur le plan législatif, EuroMed Droits a également récolté les fruits de son labeur. En mars et en avril 2022, la commission du parlement italien sur les droits humains et la commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures (LIBE) du Parlement européen ont respectivement invité EuroMed Droits à une audience concernant le pacte européen sur la migration et l'asile. Dans les deux cas, les parlementaires ont pu faire le point sur la situation de la migration à Chypre, notamment en ce qui a trait aux pratiques illégales de refoulement depuis Chypre vers le Liban. Le 16 mai 2022, la Cour européenne des droits de l'homme a demandé au gouvernement chypriote de lui fournir des explications au sujet du refoulement de deux réfugiés syriens en septembre 2020 et en juillet 2021. Cette affaire a fait l'objet d'un suivi et d'un compte rendu de la part d'EuroMed Droits. Le 7 septembre 2022, la Cour européenne des droits de l'homme a autorisé EuroMed Droits et l'une de ses organisations membres, l'ONG KISA, ainsi que le Human Rights Center de l'Université de Gand, à intervenir en qualité de tiers intervenants dans l'affaire de refoulement de M.A. et Z.R. contre Chypre.

Tout au long de l'année 2022, EuroMed Droits a continué de faire entendre sa voix au moyen d'interventions médiatiques sur la migration et l'asile.

C'est le 25 janvier 2022 que le résultat le plus important a été obtenu, lorsqu'EuroMed Droits a accordé un entretien au programme d'information principal de la chaîne Al Jazeera, en compagnie d'un membre du comité des droits de l'homme du Conseil suprême de l'État en Libye représentant le gouvernement libyen, M. Mansour Al-Hasadi. Ce résultat est d'autant plus significatif que le programme en question a été diffusé lors du grand journal télévisé du soir. Il a directement contribué à accroître la visibilité d'EuroMed Droits dans la région et a permis de communiquer aussitôt des recommandations sur les violations commises à l'égard des droits des personnes migrantes en Libye à un représentant du gouvernement libyen.

Parmi les autres résultats notables, il convient de citer l'interview qu'EuroMed Droits a accordée à la chaîne de télévision française France24 le 25 novembre 2022. Cette interview s'est déroulée quelques heures avant la réunion extraordinaire du Conseil « Justice et Affaires intérieures » sur la migration et l'asile au niveau européen. Elle a permis de communiquer la position et les recommandations d'EuroMed Droits au sujet des politiques de l'Europe en matière de migration et d'asile.

BUT POLITIQUE 2 : LA PROGRESSION DE L'ÉGALITÉ DES GENRES

Comme pour chaque programme d'EuroMed Droits, la mise en réseau et la co-création avec les membres constituent une partie essentielle du travail réalisé par le programme sur les droits des femmes et la justice de genre.

Les organisations de la société civile de la région du Maghreb ont demandé à EuroMed Droits d'amorcer et de coordonner une dynamique féministe au Maghreb. Cette demande a fait suite à l'organisation, les 9 et 10 décembre 2022, d'une réunion rassemblant 90 défenseurs et défenseuses des droits humains, notamment des membres et des partenaires de la société civile tunisienne, algérienne et marocaine, des journalistes et des jeunes. Ces deux journées de séminaire avaient pour but de formuler des recommandations sur les différentes manières de lutter contre la violence à l'égard des femmes. L'événement a été largement relayé dans les médias : 33 médias tunisiens en ont parlé. Un communiqué de presse, cosigné par des membres de la société civile de ces trois pays et traitant de plusieurs recommandations essentielles, a été publié au terme de la campagne « 16 jours d'activisme » contre la violence à l'égard des femmes et des filles. Il s'agit là d'une réalisation importante aussi bien au niveau de la visibilité médiatique que sur le plan de la dynamique créée avec les membres et les partenaires sur la question de la violence à l'égard des femmes. EuroMed Droits est ainsi reconnu en tant qu'acteur crédible dans le domaine des droits des femmes et de la justice de genre dans la région, un acteur capable de mobiliser des membres et des partenaires pour apporter de véritables changements. Le fait de relancer une dynamique féministe en veille depuis quelques années permet également de renforcer le dialogue entre les organisations de la société civile et les autorités régionales et nationales compétentes sur des questions liées aux droits des femmes et à la justice de genre.



Le programme sur les droits des femmes et la justice de genre a aussi noué des contacts avec les médias grâce à la publication, en arabe, de son rapport « Espaces de violence et de résistance: les droits des femmes dans le monde numérique ». Ce rapport a servi de base à l'élaboration d'une campagne sur les médias sociaux axée sur des chiffres clés du rapport. Une série de présentations à destination d'autres organisations de la société civile ont été mises sur pied et le rapport sera le point central d'une présentation intitulée « Tech and Gender » (Les technologies et la question du genre) donnée par EuroMed Droits lors de la 67ème session de la Commission de la condition de la femme organisée par ONU Femmes, du 6 au 17 mars 2023. La diffusion du rapport a attiré l'attention de CNN qui a pris contact avec EuroMed Droits pour obtenir des informations générales sur la situation des droits des femmes dans le monde numérique dans la région MENA. EuroMed Droits a fourni à CNN toute l'aide nécessaire ainsi que des contacts avec des victimes disposées à témoigner publiquement (y compris une membre du groupe de travail national d'EuroMed Droits sur l'égalité des genres).

EuroMed Droits a continué à assurer et à renforcer la visibilité de ces enjeux dans les médias en 2022. En Iran, les manifestations qui ont suivi le décès de Mahsa Amini ont entraîné la publication, dans le journal EUobserver, d'un article d'opinion traitant des menaces qui pèsent sur les femmes en Iran et de la manière dont elles renvoient aux menaces qui se répandent dans l'ensemble de la région.

Sur le plan interne, EuroMed Droits a poursuivi son travail d'intégration de la dimension genre en 2022. EuroMed Droits a adopté une feuille de route et un plan d'action en matière d'intégration de la dimension genre, dans lesquels ses buts et objectifs stratégiques sont énoncés, ainsi que des activités concrètes en vue de favoriser l'égalité des genres. Le plan d'action prévoit notamment l'élection, au sein de chaque groupe de travail, d'un point de contact Genre chargé de veiller à l'intégration de la dimension genre dans toutes les activités du réseau.

Grâce à ce processus d'intégration, tous les programmes d'EuroMed Droits contribuent à promouvoir l'égalité des genres et des synergies communes sont mises en place.

BUT POLITIQUE 3 : DAVANTAGE DE REDEVABILITÉ, DE JUSTICE ET D'ESPACE POUR LA SOCIÉTÉ CIVILE

En raison de la dégradation continue de la situation des droits humains dans la région, les programmes d'EuroMed Droits sur la Turquie, le Maroc, l'Égypte, la Palestine, Israël et les Palestiniens se sont penchés sur l'absence de redevabilité, l'état de droit, l'impunité et le rétrécissement de l'espace pour la société civile.

En collaboration avec ses partenaires locaux, EuroMed Droits a effectué un travail de suivi et de documentation sur l'impact des organisations de la société civile qui luttent contre le terrorisme en Turquie, en Égypte, en Israël et dans les territoires palestiniens occupés. Le 14 octobre 2022, EuroMed Droits a organisé un atelier à Bruxelles sur le recours abusif aux dispositions en matière de lutte contre le terrorisme. Cet atelier a réuni des membres importants des différents groupes de travail d'EuroMed Droits afin de discuter et de tirer des enseignements de leurs différentes expériences sur le recours abusif aux mesures liées à la sécurité en vue de cibler les organisations de la société civile et les défenseurs et défenseuses des droits humains. Ces discussions ont permis de recenser des exemples de réussite, les enseignements tirés et les bonnes pratiques que les organisations ont pu mettre en place pour faire face à ces restrictions qui visent à limiter leur indépendance ou, pire, à menacer leur existence même. Les personnes qui ont participé à cet atelier ont été invitées à mener des échanges et des réflexions sur leurs expériences en matière d'obtention de financement dans des contextes très restrictifs et de réponse aux allégations de détournement de fonds et à formuler des recommandations sur la marche à suivre pour les ONG locales et les organisations basées au sein de l'UE.



TURQUIE

Le programme sur la Turquie a poursuivi la mise en œuvre du projet « Soutenir les efforts de la société civile pour protéger les libertés fondamentales, les défenseurs et défenseuses des droits humains et les procès équitables en Turquie » dans le prolongement du projet antérieur sur la Turquie. L'idée de ce projet est de fournir des espaces sûrs pour la mise en réseau et la coordination ainsi qu'un accès à des cibles de plaidoyer au niveau international pour les partenaires du réseau et la société civile qui participent activement à l'observation de procès en Turquie.

Depuis l'étude cartographique réalisée en 2021, le groupe de coordination constitué d'organisations locales de la société civile actives dans le domaine de l'observation de procès et le droit à un procès équitable se réunissent régulièrement deux fois par an. Ces réunions permettent de rassembler des spécialistes à l'échelle locale et internationale qui échangent leurs expériences et de proposer des formations sur les normes internationales et les outils qu'il convient de suivre et d'utiliser pour une observation plus efficace des procès. La coordination entre les partenaires de mise en œuvre et certains membres du groupe s'est accrue sous forme de missions conjointes d'observation de procès et de missions de plaidoyer à l'échelle internationale. Des membres du groupe et des spécialistes des antennes locales de l'IHD [organisation membre d'EuroMed Droits] ont observé 30 procès au total dans le cadre de 17 affaires judiciaires sélectionnées dans tout le pays en 2022, notamment des affaires contre des personnes LGBTQI+ et des défenseuses des droits humains.

Des personnes chargées de représenter les organisations membres d'EuroMed Droits et les membres du groupe de coordination ont également mené deux missions de plaidoyer auprès des institutions de l'UE et du Conseil de l'Europe en 2022 à Bruxelles et à Strasbourg. EuroMed Droits a aussi facilité les travaux du groupe de plaidoyer existant constitués d'OING basées à Bruxelles et traitant spécifiquement de la Turquie.

Des contacts étroits ont également été maintenus avec des institutions de l'UE, notamment le SEAE, dans le cadre du programme. Grâce à ces relations, le président de la sous-commission « droits de l'homme » du Parlement européen a appelé à la libération de Şebnem Korur Fincancı, à la demande directe d'EuroMed Droits.

EuroMed Droits a également mené plusieurs missions de plaidoyer au niveau local, auprès de partis politiques, des ambassades de certains États membres de l'UE ainsi que des représentations diplomatiques des États-Unis et du Canada. L'une de ces missions de plaidoyer a permis à des membres du Parlement européen de présenter, en octobre 2022, les recommandations de la société civile avant les prochaines élections générales de 2023. Grâce à ces missions de plaidoyer, EuroMed Droits et ses membres ont également réussi à obtenir de la Commission européenne qu'elle s'engage à ce que l'UE refuse les demandes du gouvernement turc pour que les fonds destinés à la société civile soient acheminés par l'intermédiaire de mécanismes gouvernementaux. La Commission s'est par ailleurs engagée à maintenir des conditions strictes en matière de droits humains pour les fonds transmis à la Turquie.



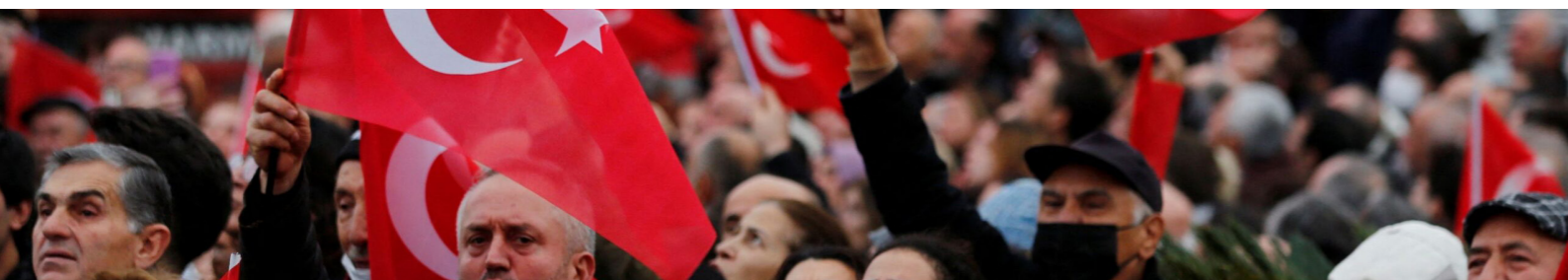
ÉGYPTE

EuroMed Droits a poursuivi ses activités de plaidoyer et de communication afin de lever le voile sur les violations incessantes des droits humains en Égypte. Le réseau a également contribué à réunir au sein d'un Groupe Solidarité Égypte des OING et des organisations de premier plan qui œuvrent dans le domaine des droits humains en Égypte et à l'étranger.

Un résultat notable a été obtenu le 28 janvier 2022 lorsque le conseiller du président de la sous-commission « droits de l'homme » du Parlement européen a confirmé que les données fournies par EuroMed Droits et Amnesty International serviraient à informer le président de la sous-commission sur la situation des droits humains en Égypte en amont d'une série de réunions avec une délégation égyptienne.

Le 5 octobre 2022, deux membres français de l'Assemblée nationale ont soumis des questions à la ministre française de l'Europe et des Affaires étrangères sur la situation des droits humains en Égypte, notamment sur le rétrécissement de l'espace pour les OSC. Il lui a ainsi été demandé si les autorités françaises soulevaient ces questions avec leurs homologues égyptiens et ce qu'il était prévu de faire pour accompagner les défenseurs et défenseuses des droits humains dans un processus démocratique, en faisant directement référence aux informations fournies par EuroMed Droits. Le 24 novembre 2022, le Parlement européen a intégré une liste détaillée de défenseurs et défenseuses des droits humains dans sa résolution sur la situation des droits humains en Égypte. C'est la liste des personnes détenues qu'EuroMed Droits a dressée en collaboration avec des organisations non gouvernementales membres et partenaires qui a été utilisée dans la version finale de cette résolution.

En amont de la COP27, EuroMed Droits a mobilisé son Groupe Solidarité Égypte constitué des principales organisations égyptiennes de défense des droits humains (tant à l'échelle nationale qu'au niveau de la diaspora) ainsi que des ONG internationales d'Europe et des États-Unis. Une campagne intitulée « No climate justice without open civic space » (Pas de justice climatique sans un espace civique ouvert) a été lancée afin d'insister sur le fait que toutes les personnes militantes (qu'elles défendent des droits politiques/civils, des droits économiques, sociaux et culturels ou des droits relatifs au climat/à l'environnement) rencontrent les mêmes difficultés et sont prises pour cible simplement parce qu'elles partagent leurs opinions. Plusieurs actions ont été entreprises dans le cadre de cette campagne : la publication d'un rapport, le lancement d'un appel en faveur de la libération de défenseurs et défenseuses des droits humains en prison, l'organisation de missions de plaidoyer auprès de la sphère politique européenne (qui ont permis que plusieurs responsables politiques, notamment au Bundestag, évoquent la question du bilan de l'Égypte en matière de droits humains), le lancement d'une campagne sur les réseaux sociaux et l'envoi d'une mission de solidarité en Égypte lors de la COP27 afin de rencontrer des responsables de la société civile et d'ambassades.



Le réseau a également apporté son soutien à des défenseurs et défenseuses des droits humains qui ont quitté l'Égypte. Par exemple, le 18 mai, EuroMed Droits a envoyé une lettre au service juridique chargé d'assurer la défense d'un défenseur des droits humains afin de compléter une première lettre de soutien fournie le 18 février. Le 2 novembre, une juridiction néerlandaise a ordonné au ministère de l'Immigration et de la Naturalisation de revoir sa décision de rejet de la demande d'asile du défenseur égyptien des droits humains. L'annulation de la décision du ministère de l'Immigration et de la Naturalisation dans cette affaire constitue une réussite majeure compte tenu de la situation personnelle et de la sécurité du défenseur qui aurait pu faire l'objet de nouvelles poursuites et d'une mise en détention s'il était retourné en Égypte. En mars 2022, Globalt Fokus, un réseau danois d'organisations de la société civile, a engagé un défenseur égyptien des droits humains, dont EuroMed Droits avait soutenu la candidature.

LA PALESTINE, ISRAËL ET LES PALESTINIENS

Le groupe de travail d'EuroMed Droits sur la Palestine, Israël et les Palestiniens (PIP) axe ses activités sur le rétrécissement de l'espace, la question de la responsabilité et l'autodétermination.

En ce qui concerne le rétrécissement de l'espace et la responsabilité, EuroMed Droits a continué à mener des actions de plaidoyer auprès de représentantes et représentants concernés, parmi lesquels le Conseil de l'Union européenne, la Commission européenne, le Parlement européen et le groupe « Droits de l'homme » (COHOM) du Conseil européen des pays donateurs en Europe, dont l'Irlande, l'Espagne, le Danemark et la Suède. Des activités de plaidoyer se sont également poursuivies avec des représentants et représentantes à Ramallah, notamment autour de l'enquête ouverte à la Cour pénale internationale. EuroMed Droits s'est aussi exprimé publiquement sur le Conseil d'association UE-Israël et sur le bilan de l'UE s'agissant de sa prise de responsabilité à l'égard de la Palestine.

EuroMed Droits a participé au forum de la société civile que le Jerusalem Human Rights Consortium a organisé en vue de créer un réseau d'organisations de la société civile plus structuré et plus efficace en Europe. EuroMed Droits a également continué ses travaux sur l'intégration de la dimension genre en coopération avec ses membres. Une deuxième réunion du groupe de travail a eu lieu à Berlin les 22 et 23 novembre 2022. Cette réunion a permis aux membres du groupe de travail de faire le bilan des activités réalisées, ensemble ou en tant qu'organisations individuelles, et d'élaborer une stratégie commune pour la période à venir. Le groupe de travail a réuni des personnes importantes issues d'organisations palestiniennes, israéliennes et européennes de défense des droits humains.

Le 14 décembre, le Parlement européen a approuvé une résolution sur les perspectives d'une solution fondée sur la coexistence de deux États pour Israël et la Palestine. Dans cette résolution, le Parlement européen salue le travail accompli par la Cour pénale internationale et évoque des questions liées au rétrécissement de l'espace, ainsi que l'expansion des colonies israéliennes et la détention de Palestiniens et de Palestiniennes. EuroMed Droits et ses partenaires au niveau local, le Palestine Institute for Public Diplomacy (PIPD) et la Coopération internationale pour le développement et la solidarité (CISDE), avaient mené des actions de plaidoyer auprès des partis Renouveau et Verts du Parlement européen l'intégration de références aux violations des droits humains et du droit humanitaire dans cette résolution et pour la suppression de propos plus incendiaires. La résolution contient des références aux trois piliers stratégiques du programme d'EuroMed Droits sur la Palestine, Israël et les Palestiniens.



MAROC

Au Maroc, au terme d'une mission de plaidoyer menée le 12 avril auprès de la commission parlementaire de justice, de législation et des droits de l'homme, le président de la commission a proposé de coordonner un atelier sur la réforme de la justice. Il a invité des membres du Parlement et EuroMed Droits à coordonner le groupe de travail sur la justice. Ce dernier a publié un mémorandum sur les peines de substitution ainsi qu'une analyse du budget nécessaire pour mettre en œuvre ses conclusions avant de les présenter aux membres du Parlement. Les conclusions et recommandations du groupe de travail ont été présentées au Parlement, au ministère de la Justice, au Conseil national des droits de l'homme et au ministère des Droits de l'homme.

BUT POLITIQUE 4 : LE RENFORCEMENT DE LA DÉMOCRATIE ET DES LIBERTÉS FONDAMENTALES

Le renforcement de la démocratie et des libertés fondamentales figure parmi les thèmes clés de tous les programmes d'EuroMed Droits. Les résultats les plus notables en la matière ont toutefois été accomplis en Tunisie et en Algérie.



TUNISIE

Compte tenu du bilan d'EuroMed Droits en Tunisie et de son vaste réseau de membres et de partenaires, le réseau est devenu un pôle de coordination et d'action de la société civile par rapport à la nouvelle situation politique. Au vu des dernières tendances politiques inquiétantes, EuroMed Droits a rapidement transformé l'un de ses axes de travail en un projet intitulé « Save Democracy in Tunisia » (Sauver la démocratie en Tunisie) en vue d'assurer un suivi du processus politique et de sensibiliser à l'évolution de la situation en Tunisie et à l'étranger grâce à l'organisation de missions de plaidoyer, notamment à Bruxelles et à Paris.

Le pôle de coordination a réuni des organisations de la société civile, des universitaires et des juges afin de formuler des recommandations sur une révision constitutionnelle. Ce processus de co-création a débouché sur l'adoption, par des organisations ainsi que des militants et militantes de la société civile tunisienne, le 18 novembre, d'une position commune pour l'ouverture d'un dialogue national afin de préserver les acquis de l'état de droit. Cette position commune est le fruit d'efforts continus de consultation et de mobilisation d'organisations de la société civile sous l'égide d'EuroMed Droits.

Dans la lignée des travaux antérieurs réalisés par EuroMed Droits sur les Examens périodiques universels, EuroMed Droits a également coordonné un processus inclusif avec des membres et des partenaires réunissant plus de 50 personnes afin de présenter au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies un rapport parallèle conjoint pour l'Examen périodique universel en mars 2022. Les organisations de la société civile ont suivi une formation sur la rédaction de rapports, contribué à documenter les violations de droits humains, rédigé des parties spécifiques en fonction de leur expertise, et examiné, approuvé et signé un rapport conjoint. À Genève, les représentations diplomatiques ont accepté de présenter 23 recommandations, chacune relative à la situation des droits humains, entre le 29 août et le 1er septembre.

EuroMed Droits a également coordonné un comité de justice de la société civile afin de soutenir les 57 magistrats révoqués par décret présidentiel au mépris des garanties légales. Les membres de ce comité (constitué en grande partie de juges et de personnes chargées de représenter les organisations de la société civile) ont élaboré un mémorandum sur l'indépendance du système judiciaire afin de saisir le rapporteur spécial des Nations Unies en juillet.

En dépit de l'instabilité gouvernementale et grâce à des relations de travail de longue date, EuroMed Droits a pu avancer sur un projet mené en collaboration avec le ministère de la Femme sur l'émancipation économique des femmes qui commencera en 2023. EuroMed Droits a également réussi à poursuivre un projet en matière de coopération entre les organisations de la société civile et les organismes publics indépendants en Tunisie, au moyen de plusieurs rencontres organisées dans la région.

En décembre 2022, les organisations de la société civile se sont engagées à créer un réseau d'associations pour la protection des droits défendus par les instances nationales indépendantes. Ce réseau a mis en place des points de contact régionaux et rédigé une déclaration commune afin de soutenir les instances nationales indépendantes en tant que mécanisme de responsabilisation important. EuroMed Droits a en outre facilité la coopération entre l'instance nationale pour la prévention de la torture et le ministère de la Femme, le ministère de la Justice et le ministère des Affaires sociales. and the ministry of social affairs.



ALGÉRIE

Au vu du contexte politique en Algérie, EuroMed Droits a continué de contribuer à la mise en place d'espaces pour les organisations de la société civile afin qu'elles puissent se réunir et entreprendre des activités communes de plaidoyer.

EuroMed Droits a rassemblé 11 organisations de la société civile afin de collaborer à la rédaction d'une note d'orientation pour l'Examen périodique universel de l'Algérie en octobre 2022. La note en question décrit la situation des droits humains en Algérie et présente une liste de recommandations communes présentées dans le cadre d'une mission de plaidoyer conjointe approuvée par le groupe d'organisations de la société civile. Compte tenu du degré de division et de polarisation qui règne au sein de la société civile en Algérie, il s'agit d'une réussite majeure en elle-même. Ce travail a également permis que les pays ciblés lors de la mission de plaidoyer soumettent, le 11 novembre, plusieurs recommandations faisant écho à celles du groupe.

EuroMed Droits a en outre facilité l'organisation d'une réunion entre plusieurs organisations nationales de défense des droits humains et des organisations de la diaspora. Des ONG internationales ainsi que des expertes et des experts ont également été invités afin de définir des priorités essentielles pour remédier à la situation des droits humains en Algérie. Le même jour, les membres du Groupe Solidarité Algérie ont rédigé et signé un communiqué de presse afin de contester le rapport présenté par les autorités algériennes pour l'Examen périodique universel et de dénoncer la situation précaire des droits humains dans le pays.



BUT POLITIQUE 5 : L'AMÉLIORATION DES DROITS ÉCONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS

Si tous les programmes d'EuroMed Droits traitent d'aspects liés aux droits économiques, sociaux et culturels, un groupe de travail spécial a été créé il y a quelques années afin d'étudier cette question de façon spécifique.

En 2022, le groupe de travail sur les droits économiques, sociaux et culturels s'est vu renforcer pour répondre à certains défis parmi les plus urgents pour la région, à savoir les répercussions de la pandémie de COVID 19, la guerre de la Russie contre l'Ukraine, et les crises alimentaires et énergétiques, et afin d'examiner l'incidence de ces événements sur l'espace de la société civile.

Le programme a également élargi son champ d'action en matière de plaidoyer afin d'inclure les institutions financières internationales et entamé plusieurs activités de recherche et de renforcement des capacités pour que les membres comprennent mieux le rôle que les institutions financières internationales jouent dans l'élaboration des politiques gouvernementales qui ont des répercussions négatives sur les droits socio-économiques.

Le programme a obtenu des résultats notables en 2022.

Le 1er juin, le quotidien danois Politiken et le journal belge Le Soir ont publié un article d'opinion d'EuroMed Droits sur le sujet des travailleuses marocaines saisonnières dans le secteur de la récolte de fraises à Huelva en Espagne. Il s'agit d'une réalisation particulièrement importante, car la publication appuyait une vaste campagne d'EuroMed Droits sur la législation européenne relative au devoir de diligence et mettait en évidence la situation épouvantable de ces travailleuses migrantes qui produisent des fraises vendues en Europe. Il s'agit également du premier exemple de réussite d'une collaboration croisée sur une campagne de communication entre trois programmes d'EuroMed Droits (Migration et asile, Droits des femmes, et Droits économiques, sociaux et culturels). Cette campagne de communication a permis de bénéficier d'une couverture médiatique importante, avec la publication de tribunes et d'articles dans Le Soir (Belgique), Politiken (Danemark), Hespress (Maroc) et El Diario (Espagne).

Le 29 novembre, 60 défenseurs et défenseuses des droits humains des quatre coins de la région MENA ont suivi une formation sur les entreprises et les droits humains, avec l'intervention de différents spécialistes du domaine de la recherche sur les entreprises et les droits humains. Ces spécialistes ont également accepté d'être filmés dans le but de créer une page web en 2023 sur la manière d'effectuer des recherches sur les entreprises et les droits humains.

Le 8 décembre, EuroMed Droits a publié, en partenariat avec Alef, le Centre libanais des droits humains (CLDH) et Daraj, une vidéo dans le cadre d'un projet visant à dénoncer les répercussions de la crise socio-économique au Liban sur les minorités, y compris les personnes réfugiées, et la manière dont cette crise contraint des personnes à emprunter des itinéraires migratoires mortels.

Le 9 décembre, EuroMed Droits a organisé une conférence régionale à Tunis sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes dans les pays du Maghreb. Dans le cadre de cette conférence, un atelier était consacré aux défis et aux possibilités que pose l'accès aux droits économiques, sociaux et culturels et à la mise en place de mécanismes de solidarité au niveau local.

Enfin, le 22 décembre 2022, la division d'Oxfam au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (Oxfam MENA) a convié EuroMed Droits à participer à une réunion de coordination de la société civile à Beyrouth en amont des réunions annuelles de la Banque mondiale et du FMI en octobre 2023. EuroMed Droits a été reconnu comme un acteur de premier plan qui travaille sur les questions de l'austérité et des institutions financières internationales afin de planifier de nouvelles collaborations.

BUTS ORGANISA- TIONNELS

INTRODUCTION

Si la réussite d'EuroMed Droits dépend de sa capacité à rassembler des organisations de la société civile, à renforcer leurs compétences de plaidoyer et à leur permettre d'obtenir des changements positifs, les buts organisationnels énoncés ci-après visent à améliorer les propres processus et résultats d'EuroMed Droits.

Déterminés dans le cadre de la stratégie pour la période 2022-2027, les cinq buts organisationnels indiqués ci-dessous sont essentiels pour garantir une efficacité optimale et assurer la viabilité du réseau au niveau humain, financier et environnemental, et ce à long terme.

L'année 2022 a marqué le lancement de nouveaux projets organisationnels très intéressants. Les résultats ci-dessous décrivent les grandes réalisations accomplies au niveau organisationnel pour l'année qui vient de s'écouler.

BUT ORGANISATIONNEL 1 : LA DYNAMISATION DU SOCLE DES MEMBRES

En 2022, EuroMed Droits a célébré ses 25 ans d'existence. EuroMed Droits est un réseau porté par ses membres qui a gagné en ampleur et en importance au fil des ans ; il doit s'efforcer activement d'attirer des organisations de la société civile jeunes et actives afin de toucher un public plus large, comme les mouvements sociaux et la jeunesse militante.

À cette fin, il a été décidé de désigner un membre du Comité exécutif d'EuroMed Droits en tant que référent politique afin d'assurer spécifiquement le suivi de ce travail et de présenter des rapports au Comité. La personne référente, en collaboration avec le Secrétariat et le Comité exécutif, a travaillé à l'élaboration des termes de référence d'une étude sur les membres lancée fin 2022. Tous les membres d'EuroMed Droits ont contribué à cette étude dont les informations serviront à élaborer une stratégie en matière d'adhésion.

En ce qui concerne les groupes de travail d'EuroMed Droits, les quatre groupes de travail thématiques (Migration et asile, Droits des femmes et égalité des genres, Droits économiques,

sociaux et culturels, et Palestine, Israël et les Palestiniens) ont été renouvelés à la suite d'un appel à manifestation d'intérêt lancé auprès des membres du réseau en janvier 2022. Au moment de la constitution des groupes de travail, le réseau s'est assuré de la présence massive d'activistes plus jeunes et de partenaires de longue date. En 2022, tous les groupes de travail se sont réunis en ligne et hors ligne et ont expérimenté différents formats de travail, notamment l'organisation d'équipes de travail consacrées à des questions spécifiques.

BUT ORGANISATIONNEL 2 : DAVANTAGE DE VISIBILITÉ ET D'IMPACT

Grâce à sa structure organisationnelle, EuroMed Droits est en mesure de recueillir des informations pertinentes, de réaliser des analyses de phénomènes régionaux et d'intervenir dans des débats d'experts en tant que source crédible et légitime d'informations de première main et d'avis fondés sur des preuves. Le réseau dispose d'une bonne connaissance des institutions de l'Union européenne, de ses États membres et des organes de presse qui s'intéressent à la région euro-méditerranéenne, et y a accès. Il y a toutefois encore matière à amélioration pour susciter une plus grande attention et saisir plus efficacement les occasions de prise de contact avec les acteurs politiques, les médias et le grand public.

Afin d'améliorer sa visibilité, EuroMed Droits a atteint trois objectifs en 2022.

L'identité visuelle d'EuroMed Droits a été repensée avec l'aide d'une agence externe. Le nouveau logo ajoute une touche de modernité, dans le respect de l'identité euro-méditerranéenne et trilingue d'EuroMed Droits. Outre le logo, des modèles ont été créés et sont déployés dans toute l'organisation.

Le site web d'EuroMed Droits a également été remanié dans le cadre de cette initiative en matière d'identité visuelle. En adoptant la nouvelle identité visuelle du réseau, le nouveau site web clarifie également la mission et la vision d'EuroMed Droits et met en avant ses publications ainsi que ses principaux thèmes de travail. Le site web servira de point d'ancrage principal s'agissant du contenu du réseau et offrira un véritable regard sur l'organisation dans les années à venir.

Le travail d'identité visuelle comportait un troisième volet, celui de la refonte de la base de données des points de contact d'EuroMed Droits qui sert à diffuser toutes les nouvelles, les avis et les analyses du réseau. Cette base de données sera totalement activée début 2023, en même temps que les nouveaux modèles de communication.

EuroMed Droits a également fait appel à des services de conseil pour gagner en visibilité dans les pays scandinaves. Les résultats de cette initiative seront mis en œuvre en 2023.



BUT ORGANISATIONNEL 3 : LA RÉDUCTION DE L'EMPREINTE CARBONE

Le changement climatique est une urgence mondiale qui affecte déjà les droits et les libertés de personnes dans le monde entier. Le mode de fonctionnement traditionnel d'EuroMed Droits, notamment les déplacements en avion à l'échelle internationale et l'hébergement à l'hôtel, a une empreinte carbone relativement importante et ses chaînes d'approvisionnement n'ont pas été sélectionnées sur la base de critères écologiques. Si aucune mesure n'est prise pour remédier à cette situation, la menace qui pèse sur les droits et les moyens de subsistance des membres du réseau pourrait s'aggraver et la recevabilité des demandes du réseau auprès de donateurs important pourrait s'en trouver affaiblie. Compte tenu de l'expérience récente vécue lors des confinements liés à la pandémie de COVID 19, EuroMed Droits complètera ses méthodes de travail physiques traditionnelles par des formes de travail en ligne plus écologiques, plus flexibles et plus rentables.

En 2022, EuroMed Droits a désigné un référent politique dont la mission est de poursuivre ce but organisationnel et des fonds ont été dégagés pour sa mise en œuvre. Une équipe de travail constituée de membres du Comité exécutif et de membres du personnel a été mise en place et un audit de l'empreinte carbone du réseau a commencé fin 2022. Les résultats seront présentés en 2023 et un plan d'action sera élaboré afin de donner effet aux conclusions qui en seront tirées.



BUT ORGANISATIONNEL 4 : L'AMÉLIORATION DE LA VIABILITÉ ET DE LA DIVERSIFICATION FINANCIÈRES DU RÉSEAU

Ces dernières années, EuroMed Droits affiche une croissance régulière de ses revenus annuels. Si cette croissance témoigne d'une assise économique solide, elle augmente également la complexité de la gestion financière du réseau et nécessite une gestion financière plus rigoureuse. Elle accentue aussi la nécessité pour le réseau de constituer une solide réserve financière, d'assurer la gestion de son passif à long terme, et d'élargir et de diversifier sa base de donateurs.

En 2022, EuroMed Droits a su renouveler des accords pluriannuels avec les principaux donateurs suivants : l'Agence suédoise pour le développement international (SIDA), l'Église de Suède, Open Society Foundations et la Fondation de France. Sept propositions ont été présentées et approuvées sur la base de projets individuels, notamment auprès du programme de partenariat dano-arabe, du ministère norvégien des Affaires étrangères et de l'Union européenne.

D'un point de vue interne, des lignes directrices pour les procédures internes de gestion des propositions et des subventions ont été établies et sont en cours de déploiement, et une architecture en matière de collecte de fonds a été définie.

Enfin, EuroMed Droits a collaboré avec une consultante externe pour réaliser un recensement des donateurs, ainsi que concevoir et mettre en œuvre une nouvelle stratégie de mobilisation des ressources.

BUT ORGANISATIONNEL 5 : L'AMÉLIORATION DU PROCESSUS D'APPRENTISSAGE INTERNE

Au cours des quatre dernières années, EuroMed Droits a constitué un nouveau cadre pour le suivi et l'évaluation de ses activités. Le processus PMEL (« Planning, Monitoring, Evaluation, Accountability, and Learning », ou « planification, suivi, évaluation, redevabilité et apprentissage ») permet au réseau d'effectuer un meilleur suivi de l'avancement de ses programmes, de déterminer ses objectifs, d'améliorer les liens entre ces objectifs et ses activités, d'ajuster son travail et de garantir la redevabilité.

En 2022, une équipe de travail PMEL constituée des responsables d'unité et de la personne chargée de la coordination du processus PMEL a été créée afin d'adapter le cadre à la nouvelle stratégie 2022-2027 et d'adopter un plan d'action. Le logiciel de suivi PMEL a fait l'objet d'une mise à niveau partielle et tous les membres du personnel doivent suivre une formation aux principes fondamentaux de la gestion de projet début 2023.

CONCLUSION

Selon les conclusions d'une évaluation externe approfondie menée en 2022, le travail accompli par EuroMed Droits est « très pertinent et ajoute une valeur significative au travail de ses membres, de la société civile et des acteurs assujettis à des obligations ». En matière d'efficacité, cette évaluation a permis de conclure que « l'action collective et la coordination régulière entre les membres et les partenaires d'EuroMed Droits permettent de mener une action de plaidoyer plus énergique et de visualiser des enjeux qui dépassent le cadre national (et qui sont pertinents en raison du rétrécissement de l'espace) ».

En tant que réseau unissant plus de 70 organisations de défense des droits humains dans la région MENA et en Europe, EuroMed Droits crée des espaces destinés aux défenseurs et défenseuses des droits humains de la région MENA pour leur permettre de se rencontrer et d'apprendre les uns et les unes des autres ainsi que de rencontrer des homologues de pays européens qui peuvent aussi les aider. Un défenseur égyptien des droits humains a déclaré : « EuroMed Droits peut dire ce que nous ne pouvons pas dire – et ainsi porter notre voix et sensibiliser à la situation des droits humains en Égypte. Nous pouvons fournir des informations fiables à cette fin. EuroMed Droits peut nous aider à inciter les gouvernements européens à faire pression sur les autorités égyptiennes. »

Lors de la réunion sur la violence fondée sur le genre, une participante venue d'Algérie a livré ce témoignage : « J'ai beaucoup appris de mes collègues en Tunisie et au Maroc sur la manière de travailler sur la violence fondée sur le genre. Je reprendrai leurs méthodes, je les adapterai et je les appliquerai à notre contexte. Et le fait qu'EuroMed Droits peut faire en sorte que nos difficultés soient connues en Europe me donne l'espoir que les choses changent un jour en Algérie. »

LISTE DES MEMBRES

MEMBRES RÉGULIERS

ALGÉRIE: SNAPAP · Collectif des familles de disparu(e)s en Algérie · Ligue Algérienne pour la Défense des Droits de l'Homme (LADDH) **BELGIQUE:** CNCD 11:11:11 **BULGARIE:** Center for Legal Aid - Voice of Bulgaria **CYPRUS:** Action for Equality, Support, Antiracism (KISA) · Mediterranean Institute of Gender Studies - MIGS **CROATIE:** Center for Peace Studies (CPS) **REPUBLIQUE TCHÈQUE:** People in Need **DANEMARK:** KVININFO · Dignity · Danish Institute for Human Rights **ÉGYPTE:** Andalus Institute for Tolerance and Non Violence Studies · Center for Egyptian Women's Legal Assistance (CEWLA) · Egyptian Human Rights Forum (EHRF) · New Woman Foundation **FINLANDE:** Tampere Peace Research Institute **FRANCE:** Fédération Nationale Solidarité Femmes · Ligue de l'Enseignement · Ligue des Droits de l'Homme (LDH) **GRÈCE:** Greek Council for Refugees · Greek Committee for International Democratic Society (EEDDA) **IRELANDE:** 80:20 Educating and Acting for a Better World **ISRAËL/OPT:** Women's Centre for Legal Aid and Counselling (WCLAC) · Al-Haq · Al Mezan Center for Human Rights · The Public Committee Against Torture in Israel (PCATI) · ADALAH, The Legal Center for Arab Minority Rights in Israel · B'Tselem · Kayan Feminist Organisation · Palestinian Centre for Human Rights (PCHR) **ITALIE:** Italian Refugee Council (CIR) · ARCI - Associazione Ricreativa Culturale Italiana Jordan: Mizan for Law · Sisterhood is Global Institute/Jordan (SIGI/J) · Arab Renaissance for Democracy and Development (ARRD - Legal Aid) **LIBAN:** ALEF - Act for human rights · Anti-Racism Movement Lebanon (ARM) · Lebanese Center for Human Rights (CLDH) · Palestinian Human Rights Organisation in Lebanon (PHRO) **MAROQUE/SAHARA OCCIDENTAL:** Adala-Justice · Organisation Marocaine des Droits Humains (OMDH) · Espace Associatif · Association Marocaine des Droits Humains (AMDH) · Association Démocratique des Femmes du Maroc (ADFM)

MEMBRES ASSOCIÉS

Amnesty International · Association for the Prevention of Torture · International Federation for Human Rights · Human Rights Watch · Norwegian Helsinki Committee · World Organisation Against Torture · Women's International League for Peace and Freedom

MEMBRES HONORAIRES

Kamel Jendoubi (Président Honoraire) · Marie Lavrentiadou · Emrah Seyhanlioglu · Lone Lindholt · Eva Norström · Iain Byrne · Theocharis Papamargaris · Driss El-Yazami · Bahey El-Din Hassan · Annette Jünemann · Samira Trad · Christina M. Merkel · Madjid Benchikh · Khemaïs Chammari · Georges Assaf · Anna Bozzo-Curti · Maysa Zorob

PORTUGAL: Liga Portuguesa dos Direitos Humanos – Civitas **ESPAGNE:** Comisión Española de Ayuda al Refugiado (CEAR) · Human Rights Institute of Catalonia · Federación de Asociaciones de Defensa y Promoción de los Derechos Humanos · Internationalisme, Solidarité et Féminisme (SUDS) **SUÈDE:** Kvinna till Kvinna **SYRIE:** Damascus Center for Human Rights Studies · Syrian Center for Media and Freedom of Expression (SCM) **TUNISIE:** Forum Tunisien pour les Droits Economiques et Sociaux (FTDES) · Comité pour le Respect des Libertés et des Droits des l'Homme en Tunisie (CRLDHT) · Ligue Tunisienne pour la Défense des Droits de l'Homme (LTDH) · Association Tunisienne des Femmes Démocrates (ATFD) · Fédération des Tunisiens pour une Citoyenneté des Deux Rives (FTCR) **TURQUIE:** Citizens Assembly · Human Rights Association **ROYAUME-UNI:** Solicitors International Human Rights Group (SIHRG) · Bar Human Rights Committee of England and Wales | **RÉGIONAL:** Arab Institute for Human Rights (AIHR) · Cairo Institute for Human Rights Studies (CIHRS) · African and Middle East Refugee Assistance (AMERA) · European Association for the Defence of Human Rights (AEDH) · Arabic Network for Human Rights Information (ANHRI) · Mediterranean Citizen's Assembly Foundation (MCAF)

COMITÉ EXECUTIF

L'Assemblée générale est l'organe suprême d'EuroMed Droits ; elle se réunit tous les trois ans et élit le Comité exécutif.

Le Comité exécutif 2021-2024 est composé de :



WADIH EL-ASMAR, Président

Secrétaire général du mouvement SOLIDA (soutien aux Libanais détenus arbitrairement) et président du Centre libanais des droits humains (CLDH). Wadih Al-Asmar est également l'un des fondateurs du mouvement social libanais #youStink.



THEODORA CHRISTOU, Vice-président

Membre exécutif du Comité des droits humains du Barreau d'Angleterre et du Pays de Galles. Theodora Christou est une avocate et une universitaire qui enseigne à la London School of Economics et à l'Université Queen Mary de Londres. Ses principaux domaines d'expertise sont les droits humains, le droit international et le droit comparé.



MOATAZ EL FEGIER, Trésorier

Membre du conseil d'administration du Cairo Institute for Human Rights Studies (CIHRS), cofondateur et président du Forum égyptien des droits humains. Il a précédemment représenté les principales ONG internationales de défense des droits humains dans la région MENA, notamment le Centre international pour la justice transitionnelle (ICTJ) et Front Line Defenders. Il est actuellement professeur adjoint et responsable du programme des droits humains au Doha Institute for Graduate Studies.



LUBNA DAWANY, Référente pour l'intégration du genre

Secrétaire général de l'association jordanienne Mizan for Law. Lubna Dawany est également conseillère juridique et membre du conseil d'administration de la Family Development Association. Depuis les années 1990, elle a cofondé un certain nombre d'ONG en Jordanie pour lutter contre la violence à l'égard des femmes, les droits humains et les droits des femmes.



GIORGIO CARACCILO,

Juriste de formation, Giorgio a rejoint le programme régional arabe du PNUD pour la prévention du VIH/SIDA après avoir étudié le programme des droits humains de l'EMA à Venise. Après avoir travaillé quelque temps à la coordination des activités du Conseil international de réhabilitation pour les victimes de la torture dans la région MENA. Il a rejoint Dignity-Institut danois contre la torture en 2012 en tant que responsable de la région MENA.



MONIA BEN JEMIA,
Professeur de droit à l'Université de Carthage, elle a présidé l'Association tunisienne des femmes démocrates de 2016 à 2018. Elle a participé au premier groupe d'experts chargé de rédiger un projet de loi sur l'éradication de la violence à l'égard des femmes, adopté par le parlement tunisien en 2017.



MARIE-CHRISTINE VERGIAT,
Marie-Christine Vergiat est engagée dans les droits humains depuis 1983 au sein de la Ligue française des droits de l'homme, dont elle est actuellement vice-présidente en charge des droits économiques et sociaux et des questions de migration. Elle a été membre du Parlement européen (GUE) de 2009 à 2019 et a été membre de la commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures, de la sous-commission des droits de l'homme et de la délégation UE/Maghreb.



DILYANA GITEVA,
Dilyana Giteva est avocate au « Center for Legal Aid - Voice in Bulgaria ». Elle est activement engagée dans le conseil, le contentieux et la représentation des demandeurs d'asile, des réfugiés et des migrants devant les autorités administratives et les tribunaux en Bulgarie et en Europe.



FRANCO UDA,
Franco Uda est membre des conseils d'administration de l'Associazione Ricreativa e Culturale Italiana, du Forum Civique Européen et de la Fédération internationale des établissements humains. Il est vice-président de l'ONG ARCS et collabore avec Solidar, le forum de coopération internationale. Il travaille sur des thématiques liées aux droits humains, à la paix, à la démocratie participative et à la solidarité.



TONY DALY,
Coordinateur de l'ONG 80:20 Educating and Acting for a Better World basée en Irlande, responsable du programme du consortium developmenteducation.ie et membre du conseil d'administration de Fairtrade Ireland. Tony enseigne et soutient l'éducation populaire sur le développement humain, les droits humains et la citoyenneté active.



JAMILA SAYOURI,
Avocat et président de l'association marocaine Adala - Justice pour le droit à un procès équitable. Jamila Sayouri est également membre de l'Organisation marocaine des droits de l'Homme (OMDH) et du Conseil national marocain des droits de l'Homme.

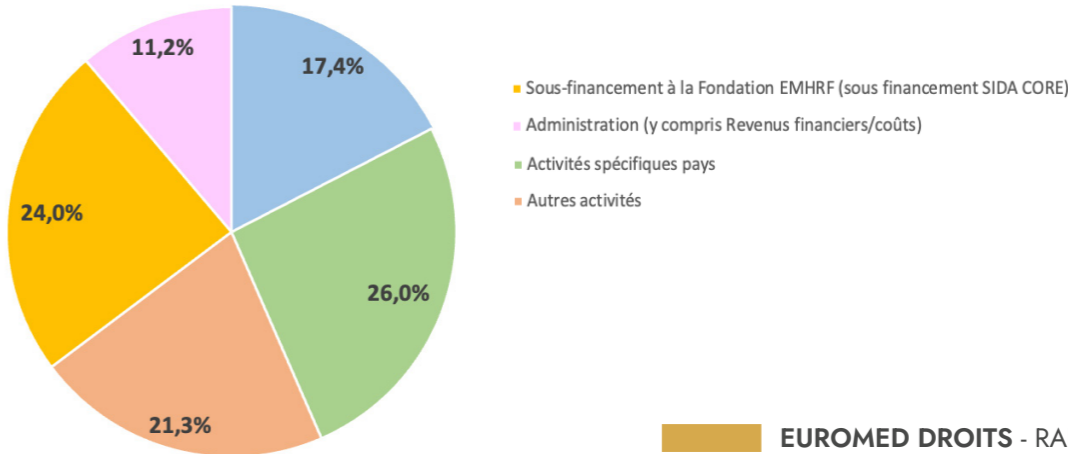


HAMD SHAQQURA,
Directeur adjoint du Centre palestinien des droits humains pour les affaires du programme. Son principal domaine d'expertise est le développement démocratique et les droits civils et politiques.

PANORAMA FINANCIER

<u>Approches thématiques</u>	EUR	%
Droits des femmes et Justice de genre	267.450	4,7%
Rétrécissement de l'espace pour la société civile	38.726	0,7%
Migration et Asile	428.135	7,5%
Droits économiques, sociaux et culturels	134.528	2,3%
Dialogue	128.190	2,2%
TOTAL ACTIVITES REGIONALES	997.029	17,4%
<u>Approches pays</u>		
Tunisie	777.504	13,5%
Algérie	141.937	2,5%
Egypte	359.231	6,3%
Palestine, Israël et les Palestinien.nes	92.157	1,6%
Maroc	75.424	1,3%
Turquie	48.161	0,8%
TOTAL ACTIVITES SPECIFIQUES PAYS	1.494.414	26,0%
<u>Autres activités</u>		
Plaidoyer et Formation	103.195	1,8%
Contrôle et évaluation de projets	106.959	1,9%
Communication	436.092	7,6%
Organes exécutifs	247.050	4,3%
Levée de fonds	178.336	3,1%
Ressources humaines	153.090	2,7%
TOTAL AUTRES ACTIVITES	1.224.722	21,3%
TOTAL ACTIVITES	3.716.165	64,8%
Administration (y compris Revenus financiers/coûts)	644.217	11,2%
Sous-financement à la Fondation EMHRF (sous financement SIDA CORE)	1.378.826	24,0%
TOTAL DEPENSES OPERATIONNELLES	5.739.208	100,0%

Activités régionales	17,4%
Activités spécifiques pays	26,0%
Autres activités	21,3%
Sous-financement à la Fondation EMHRF (sous financement SIDA CORI	24,0%
Administration (y compris Revenus financiers/coûts)	11,2%



LISE DES DONATEURS

ACT Church of Sweden

European Artificial Intelligence Fund / Network of European Foundations

European Union

Danish-Arab Partnership Programme – Danish Ministry of Foreign Affairs

Fondation de France

Heinrich Böll Foundation

Norwegian Ministry of Foreign Affairs

Open Society Foundations

Sida (Swedish International Development Cooperation Agency)

Sigrid Rausing Trust

Swiss Confederation





DROITS
**EUROMED
RIGHTS**

